

Les Faits Marquants du Congrès mondial de la nature de l’UICN: Jeudi 9 septembre 2021

Au cours d’une avant-dernière journée très chargée du Congrès de l’UICN, les Membres et les participants ont assisté à trois séances de l’Assemblée, poursuivant leurs travaux jusque tard dans la soirée. Ils ont entendu les rapports de deux sommets; se sont engagés dans deux discussions stratégiques; ont discuté du processus d’examen des motions nouvelles et urgentes; et ont approuvé neuf motions, dont une sur la gouvernance. Les points saillants de la journée ont inclus:

- Huit motions approuvées, portant notamment sur la planification des zones maritimes et la conservation de la biodiversité et de la géo-diversité, la protection des défenseurs de l’environnement et le renforcement du rôle du tourisme durable dans la conservation de la biodiversité;
- Deux discussions stratégiques sur la relance et la culture post-COVID-19; et
- Un échange de vues dynamique sur le processus d’examen des motions nouvelles et urgentes.

Quatrième séance

Le président Xincheng Zhang a souhaité la bienvenue aux membres et aux participants. Le vice-président Malik Amin Aslam Khan a présidé la session du matin.

Examen des questions d’importance stratégique pour l’Union et des Rapports des Sommets

Rapport sur les résultats du Sommet mondial des peuples autochtones et de la nature: Deux représentants régionaux des peuples autochtones ont présenté les résultats du Sommet mondial des peuples autochtones et de la nature, soulignant la nouvelle catégorisation historique des Membres au sein de l’UICN, et signalant qu’à travers des consultations régionales, il existe désormais un agenda pour la gouvernance, la participation et les opportunités d’investissement.

Structurer les économies dans un monde post-COVID-19: Angela Andrade Perez, Conservation International, a ouvert le débat stratégique, déclarant que le monde est confronté à un défi fondamental: comment générer des opportunités économiques dans cette urgence, mais de manière prudente et réfléchie.

Oh Il Young, UICN, a présenté les initiatives mises en œuvre par la République de Corée pour une relance fondée sur la nature, notamment un Green New Deal, une déclaration de neutralité carbone d’ici 2050, et une taxonomie verte et des exigences de divulgation publique pour le financement privé.

Hédi Chébili, ministère des Affaires locales et de l’Environnement, Tunisie, a souligné les défis liés à la pandémie, mais a également souligné les développements positifs, notamment la régénération de la flore et de la faune

dans certains écosystèmes et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Andrea Athanas, African Wildlife Foundation, a rappelé le Manifeste d’Arusha de 1961, qui fixait l’agenda pour la survie de la flore et de la faune, soulignant que le monde a collectivement échoué, dégradant la planète vers une crise existentielle. Elle a exhorté «investir dans la nature comme si cela comptait», faire en sorte que les systèmes productifs fonctionnent à la fois pour l’être humain et la nature, et placer l’être humain au centre de toutes les activités.

Sonia Peña Moreno, UICN, a souligné l’Initiative de l’UICN pour la relance fondée sur la nature visant à garantir que le rétablissement post-COVID-19 sera positif pour la nature. Au sujet des défis posés, elle a souligné un manque de volonté politique, de connaissances sur la façon dont investir dans la nature peut soutenir la relance et la sensibilisation à ce qui constitue l’investissement dans la nature.

Au cours du débat, les membres ont souligné que: la pandémie a exacerbé les inégalités et les vulnérabilités existantes; la distribution inégale des vaccins retarde la reprise économique dans les pays vulnérables; la collaboration entre la CDB et d’autres institutions internationales est nécessaire pour l’élaboration des indicateurs de performance; l’UICN devrait aider à l’élaboration d’outils pour aider les acteurs à concevoir et à mettre en œuvre des SfN efficaces; les zones naturelles devraient être dévolues à leurs propriétaires d’origine, les peuples autochtones et les communautés locales (PACL); et l’approche ‘Une seule santé’ est pertinente à la fois pour les secteurs public et privé.

Rapports des Commissions de l’UICN

Jon Paul Rodríguez, président de la Commission pour la survie des espèces (CSE) de l’UICN, a présenté le rapport de la commission, mettant en exergue la structure et la gouvernance, ainsi que les principales réalisations. Il a souligné, entre autres, que: le mandat de la commission a été actualisé; le nombre de membres a augmenté de 26 % au cours de la période 2017-2021; et dix lettres d’intervention ont été envoyées aux gouvernements et aux entreprises en 2021, dont trois ont eu



Oh Il Young, UICN



Kristen Walker-Painemilla, présidente, CEESP



Antonio Benjamin, président, WCEL

un impact positif. Il a parlé des travaux en cours sur trois nouveaux centres pour la survie des espèces, et sur six autres en discussion. Au sujet des réalisations majeures, il a cité 200 évaluations du statut vert des espèces et près de 77 000 évaluations et réévaluations de la Liste rouge. Il a également présenté les récipiendaires des récompenses suivantes: le Prix Sir Peter Scott pour le mérite en matière de Conservation; le Prix George Rabb pour l'innovation en matière de conservation; le Prix Harry Messel pour le leadership en matière de conservation; et la Citation d'excellence de la Chaire SSC 2019.

Antonio Benjamin, président de la Commission mondiale sur le droit de l'environnement (WCEL), a présenté le rapport de la Commission, soulignant l'augmentation de l'équilibre entre les genres à la fois au sein du Comité directeur du Congrès (CdG) et des membres de la Commission. Il a salué les réalisations des 10 groupes de spécialistes de la WCEL; le Congrès mondial, divisé en événements hybrides régionaux en raison de la pandémie; une Série de conférences et la Semaine de l'environnement de WCEL; l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement; et l'Académie de droit de l'environnement de l'UICN. Il a souligné que les juges commencent à reconnaître les principes de gouvernance et a conclu par un hommage aux défenseurs de l'environnement.

Kristen Walker-Painemilla, présidente de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP), a rendu compte des travaux de la Commission dans deux domaines: le cadre de gouvernance des ressources naturelles et l'être humain et la nature.

Elle a parlé de plusieurs activités et réalisations, notamment la série de dialogues virtuels #BuildBackBetter CEESP, qui a engagé les membres sur des solutions pour surmonter les défis de COVID-19; la mise en place du Programme mondial sur les droits et la gouvernance pour faire progresser les droits et les rôles des peuples autochtones dans la conservation; et la jeunesse et l'engagement intergénérationnel. En conclusion, Walker a conduit les membres à porter des fleurs et à observer une minute de silence pour au moins 331 défenseurs de l'environnement tués dans le monde en 2020.

Le débat a porté sur les points suivants: investir dans la résilience des communautés de pêcheurs vulnérables; l'écocide comme étant un acte ou une omission; et le rôle du secteur privé dans l'exacerbation des vulnérabilités climatiques.

Cinquième séance

Le vice-président John Robinson a souhaité la bienvenue aux membres et a donné un aperçu du programme.

Examen des questions d'importance stratégique pour l'Union et des Rapports des Sommets

Rapport sur les résultats du Sommet des PDG: Gerard Bos, UICN, s'est concentré sur les principaux messages et

résultats et sur les actions futures. Il a souligné l'objectif du Sommet de «faire en sorte que les entreprises et le secteur privé ne soient pas seulement au menu, mais aussi à table». Il a mis en relief les thèmes essentiels: la sauvegarde de la nature à travers les chaînes de valeur; la création de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles opportunités; et l'impératif de permettre un avenir positif pour la nature. Bos a souligné les engagements à l'action annoncés par les PDG lors du Sommet et a souligné que l'UICN a le pouvoir de réunir des collaborations radicales pour susciter l'innovation pour de nouveaux modèles commerciaux. Il a souligné que Marseille restera dans les mémoires comme étant le Congrès mondial de la nature de l'UICN (WCC) où les entreprises ont été accueillies en tant que pourvoyeurs de solutions.

Édifier une culture de la conservation à travers de nouvelles alliances et renforcer l'institution des acteurs clés:

Le modérateur Sean Southey, président de Zamia Media, a souligné la nécessité de construire une culture de la conservation à travers des alliances et des partenariats.

Les artistes Kevin Chang et Kalama Cabigon ont chanté «Hawai'i 78», soulignant la devise hawaïenne «Ua mau ke ea o ka 'āina, i ka pono», traduite en gros par «la vie de la terre se perpétue dans la droiture».

Southey a déclaré que la culture est «comme la graine dans une forêt, elle est locale, pas descendante, et à travers elle, la société peut être gardienne de la nature. Margaret Otieno, Wildlife Clubs of Kenya, à travers des histoires d'enfance sur la nature, a démontré l'importance de la sensibilisation des jeunes à la nature pour favoriser le leadership en matière de conservation. Jessica Sweidan, Synchronicity Earth, par message vidéo, a estimé que la diversité crée du potentiel et maximise la résilience.

Xiye Bastida, Re-Earth Initiative, a souligné que le mouvement pour augmenter les aires protégées n'aide pas les PACL s'il leur enlève effectivement des terres. Elle a ajouté que la clé du succès des efforts de conservation est la diversité.

Jon Paul Rodriguez, UICN, a modéré la table ronde qui a suivi. Helen Crowley, Kering, a réitéré les principes d'empathie, de transparence et de collaboration. Valérie Verdier, PDG de l'Institut national de recherche pour le développement durable, a souligné l'importance d'une collaboration accrue avec les francophones.

Francisco Ramiro Batzin, Asociación SOTZ'IL, Guatemala, a fait observer, par message vidéo, que la société devrait vivre selon des valeurs telles que «je suis toi et tu es moi», et respecter le consentement libre, préalable et éclairé, ainsi que les PACL.

Swetha Stotra Bhashyam, Global Youth Biodiversity Network (GYBN), a déploré que «les jeunes sont fatigués de voir les mêmes problèmes avec les mêmes promesses non tenues», soulignant que le GYBN donne la priorité à la justice



Chris Mahon, président du Groupe mondial de l'UICN pour le développement des commissions nationales et régionales



Ann-Katrine Garn, secrétaire du Groupe mondial de l'UICN pour le développement des commissions nationales et régionales

par le biais d'approches fondées sur les droits, un espace pour les alliances et une empathie accrue pour tous êtres vivants.

S'agissant des recommandations pour réaliser une culture mondiale de conservation et de soins, les conférenciers ont souligné la nécessité de: relier la nature à sa propre vie, se concentrer sur les efforts locaux, exploiter la technologie pour combiner les connaissances occidentales et indigènes, et rétablir la confiance par l'honnêteté.

Kristen Walker-Painemilla, UICN et Conservation International, a indiqué que la première étape pour réinventer la conservation est d'écouter, et a mis tout le monde au défi de co-crée l'Avenir dont nous avons besoin. Les délégués ont voté pour la «consommation» comme étant la question la plus importante à réinventer.

Rapport du Comité du Programme et adoption du projet d'addendum au Programme de l'UICN 2021-2024

Robinson a présenté un projet d'addendum (CGR-2021-5.4/1-Rev) au Programme de l'UICN 2021-2024, un document d'accompagnement pour aborder les implications plus larges de la pandémie et de la santé humaine sur le Programme.

Le Conseil international du droit de l'environnement a fait observer que des outils existent déjà pour prévenir les futures pandémies et les futurs débordements, et a exhorté à les utiliser.

African Wildlife Foundation a suggéré un amendement dans la section 3.1.2. («L'être humain, la santé et la conservation») pour remplacer «aucun risque» par «aucun risque significatif» de propagation d'agents pathogènes, affirmant que le risque zéro n'est ni faisable ni nécessairement souhaitable, car il pourrait éloigner les gens de la nature. Le Natural Resources Defense Council (NRDC) s'y est opposé, affirmant que «aucun risque» est une formulation simplement ambitieuse et qu'elle devrait être maintenue même si irréaliste. Robinson a mis l'amendement proposé aux voix, et les membres ont voté pour autoriser l'amendement. Après un second vote, l'Addendum a été approuvé tel qu'amendé.

Rapport sur la réunion de toutes les commissions nationales et régionales reconnues

Chris Mahon et Ann-Katrine Garn, respectivement présidente et secrétaire du Groupe mondial de l'UICN pour le développement des commissions nationales et régionales, ont rendu compte de la réunion mondiale des représentants des comités nationaux et régionaux de l'UICN et des correspondants nationaux, qui s'est tenue virtuellement le 3 septembre 2021. Ils ont signalé que des présentations enregistrées d'initiatives de six régions ont été diffusées. Tom Brooks, scientifique en chef de l'UICN, a expliqué comment la plate-forme 'Contributions for Nature' peut capturer des

informations sur les projets des Membres. Ils ont souligné la création du premier comité inter-régional de l'UICN, comprenant l'Europe, l'Asie du Nord et l'Asie centrale. Ils ont également annoncé le message du Groupe mondial au WCC: «la collaboration est la clé de la conservation» et ont indiqué que le Groupe inscrirait un point sur «repenser la nature» à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe.

Au cours du débat qui a suivi, les Membres: ont souligné la nécessité d'impliquer les décideurs politiques et les gouvernements de manière à susciter leur intérêt pour les travaux de l'UICN; ont exhorté l'UICN à produire une déclaration appelant les gouvernements à créer un espace pour les personnes travaillant sur les ressources naturelles ou la biodiversité; et ont proposé la création d'un comité inter-régional pour l'Asie, l'Asie occidentale et l'Océanie.

Angela Andrade, présidente de la Commission sur la gestion des écosystèmes, a présenté le rapport de la Commission. Elle a noté que la mission inclut désormais le changement climatique; comprend 16 domaines thématiques, 12 domaines spécialisés et cinq groupes de travail; est présent dans 14 régions; et compte 2 000 membres. Les faits saillants incluaient la publication de plus de 90 articles scientifiques et articles universitaires, ainsi que des travaux sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes. Andrade a décrit la Liste rouge des écosystèmes comme étant un projet phare, expliquant qu'elle a produit plus de 25 évaluations et guides nationaux pour l'application de la Liste rouge des écosystèmes. Elle a ensuite abordé: les travaux axés sur la restauration des écosystèmes et l'élaboration de guides sur la réduction des risques d'éco-catastrophe; des travaux plus récents sur les pratiques culturelles et la gestion des écosystèmes; et la création d'un groupe de ré-ensauvagement.

Sean Southey, président de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC), a annoncé l'atteinte de la barre des 2 000 membres. Il a souligné les accomplissements, notamment la zone de découverte #NatureForAll, qui vise à diffuser des ressources permettant aux gens de se connecter virtuellement plus facilement à la nature. Il a en outre souligné l'enveloppe d'outils 'Nature Storybook' mise en œuvre avec la CPEES, annonçant la première lauréate du prix du concours vidéo, Alejandra Torrez Tarqui de Bolivie. Une autre collaboration avec la CPEES, a-t-il indiqué, est la campagne de conservation Reimagine, qui vise à inspirer l'amour de la nature chez les gens.

Au sujet de l'engagement des jeunes, il a mentionné, entre autres, le Sommet mondial virtuel de la jeunesse, tenu en avril 2021, l'Oasis Nature for Youth au COE de l'UICN 2021 et la Stratégie de l'UICN pour la jeunesse qui sera lancée en janvier 2022.

Processus d'examen des motions nouvelles et urgentes

Le vice-président Robinson a présenté une déclaration du CSC sur le processus d'examen des requêtes nouvelles et urgentes, et a donné un aperçu des recours en appel et des raisons de leur rejet.

Le NRDC, à propos d'une motion portant sur les futures pandémies et la perte de biodiversité, a déclaré qu'en vertu de l'article 55, sur le quorum et le vote, les membres peuvent annuler la décision du CSC. Les membres ont voté sur l'opportunité d'annuler le rejet des recours en appel; le vote a été infructueux. Robinson a en outre précisé que le vote n'a pas pris en compte le contenu de la motion, mais plutôt l'opportunité d'annuler une question de processus.

Le Centre pour l'éthique et le droit de l'environnement a proposé une motion demandant au président du WCC d'établir les voies et moyens, entre autres: de fournir et de rendre publics les noms des membres du CSC et les procès-verbaux des réunions; les détails des approbations et les raisons spécifiques des rejets; et demander au nouveau Conseil d'envisager de rendre le processus des motions plus juste et plus équitable.

La Conseillère générale a précisé que les noms sont publics car les membres du CSC sont sélectionnés à la première séance de l'Assemblée. Précisant que les raisons et la clarification des rejets sont possibles, elle a mis en garde contre la publication des procès-verbaux complets des réunions, car les membres du CSC devraient être autorisés à délibérer sans crainte de récrimination. Robinson a affirmé que l'UICN est une organisation transparente et que les informations y sont disponibles, ajoutant que le processus n'est pas sans visage.

Stop Ecocide International a demandé un vote sur l'opportunité d'annuler leur motion rejetée sur l'établissement de l'écocide en tant que crime international. Les membres n'ont pas annulé le rejet.

Sixième séance

Processus d'examen des motions nouvelles et urgentes

Le vice-président Robinson a ouvert la parole à une discussion plus approfondie sur le processus d'examen des motions nouvelles et urgentes. Surya Subedi, conseillère juridique en matière de procédure, a estimé que le processus d'examen est démocratique, transparent et que devoir fournir des explications détaillées pour toutes les décisions prises par la CSC serait un fardeau trop lourd.

Le NRDC a déposé une motion demandant au Conseil de l'UICN «d'entreprendre une évaluation complète du processus d'examen, d'examen, d'approbation ou de rejet, d'appel et d'action par le Congrès en vertu de l'article 55, des motions nouvelles et urgentes examinées par le WCC et de faire des recommandations pour des changements dans les procédures et les statuts, si nécessaire. Le Conseil devrait consulter les

membres sur les enseignements tirés du Congrès de Marseille et organiser un processus de discussion en ligne sur toute proposition de changement recommandé».

Le Law and Environmental Economy Institute a déclaré que la raison invoquée par le CSC contre les motions comme étant «non urgentes» est insuffisante, et une justification détaillée ou les procès-verbaux des commissions devraient être partagés.

Le Conseil international du droit de l'environnement a ajouté que dans le passé, les procès-verbaux étaient rédigés par le CSC, ce qui signifie que cela est faisable.

Mise à jour sur l'avancement des discussions dans les groupes de contact, et discussion et vote sur les motions

Jon Paul Rodriguez, président du Comité des résolutions, a fait le point sur les motions en suspens, notant que 11 d'entre elles sont toujours en cours de discussion dans les groupes de contact.

Il a indiqué que sept motions sont prêtes pour le vote. Les délégués ont voté et approuvé:

- Aménager des espaces maritimes et de conservation de la biodiversité et de la géo-diversité;
- Protéger les défenseurs des droits humains et environnementaux et les lanceurs d'alerte;
- Renforcer la protection des forêts primaires et anciennes en Europe et faciliter leur restauration dans la mesure du possible;
- Renforcer le rôle du tourisme durable dans la conservation de la biodiversité et la résilience des communautés;
- Assurer un financement adéquat pour la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées;
- Appeler à retirer le projet de permis d'extraction de combustibles fossiles sous la mer des Wadden, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO; et
- Protéger l'Okavango de l'exploitation pétrolière et gazière.

Rodriguez a indiqué qu'après la conclusion du groupe de contact sur la motion 132 (Contrôler et surveiller le commerce des vessies nautiques de croaks pour protéger les croaks cibles et réduire les captures accidentelles de la mégafaune marine menacée), l'ALLEMAGNE a envoyé un message suggérant des changements. L'ALLEMAGNE a proposé de supprimer deux références à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), affirmant que le Directeur général de l'UICN et la SSC n'ont pas compétence pour amender les listes CITES. Les co-auteurs de la motion s'y sont opposés. Robinson a demandé aux membres de voter sur les suppressions proposées par l'ALLEMAGNE. Les membres ont voté et désapprouvé. Le MEXIQUE a suggéré une correction dans la première ligne de la motion, notant que la catégorie correcte de la Liste rouge de l'UICN de croaks de totoaba est 'vulnérable', et non, 'en danger critique d'extinction'. Comme cela impliquait une simple correction, Robinson a indiqué qu'il n'y avait pas besoin de vote. Les membres ont ensuite voté et approuvé la motion.

Amran Hamzah, Comité de gouvernance de l'UICN, a indiqué que sur les sept motions de gouvernance restantes, trois étaient prêtes à être votées. Les membres ont voté et approuvé la motion «Etablissement des règles de fonctionnement et de contrôle des comités nationaux, régionaux et inter-régionaux».

S'agissant de la motion K (améliorations du processus des motions pour mettre un plafond sur le nombre d'abstentions afin qu'une motion soit adoptée), Hamzah a rapporté que le groupe de contact est parvenu à un consensus pour retirer la motion. Après un vote, l'Assemblée a décidé de retirer la motion.

En ce qui concerne la motion L (Améliorations du processus de motions concernant la majorité requise pour adopter des motions), les membres ont voté pour son renvoi au Conseil pour un examen plus approfondi.



Enrique Lahmann, UICN